

Le Honduras : anatomie d'un coup d'État *

Leo Gabriel

Écrasé par les épidémies et les inondations, le Honduras est depuis l'époque de Francisco Morazan ¹ non seulement l'un des pays les plus pauvres de cette région du monde mais aussi le champ de bataille caché entre conservateurs et libéraux.

Depuis le début du siècle dernier le pouvoir politique a toujours dépendu de l'armée au service d'United Fruit et autres compagnies des États-Unis. Après ce qui fut appelé la « guerre du football » (Ryszard Kapuscinski ²) de 100 jours sur un conflit territorial avec le Salvador en 1969, et après une décennie d'extrême tension militaire dans les années 1980, alors qu'il servait de coulisses pour les « contras » nicaraguayens soutenus par les États-Unis, ce pays relativement petit d'Amérique centrale, d'environ 6 millions d'habitants, a fait d'un seul coup, le 28 juin 2009, les grands titres de la presse mondiale : coup d'État au Honduras !

Il devint très vite évident que ce coup d'État n'était pas seulement le résultat de conflits internes entre le président Manuel Zelaya et le président du parlement hondurien, Roberto Micheletti, pour le pouvoir politique et la direction du Parti libéral, comme quelques journalistes voulurent tout d'abord le présenter. Bientôt il apparut clairement que ce coup d'État dévoilait un scénario complexe et multidimensionnel politico-économico-militaire, reflet de deux cultures politiques antagonistes et opposées : l'une enracinée dans un nationalisme du 19^e siècle dépassé qui prédomine encore (comme dans beaucoup

d'autres pays d'Amérique latine) parmi les élites dirigeantes ; l'autre fondée sur une tradition de lutte des peuples qui caractérise l'Amérique centrale depuis plusieurs dizaines d'années, surtout depuis la révolution sandiniste au Nicaragua et le mouvement révolutionnaire du FMLN au Salvador.

Le coup d'État : du « déjà vu » en nouveau format

« Ils auraient pu nous tuer facilement » se rappelle Xiomara Zelaya Castro, fille de Manuel Zelaya montrant les impacts de balles dans le mur de ce qui fut la résidence privée des Présidents. En fait les instants où le président fut capturé et mis dans un avion pour le Costa Rica furent tout à fait dramatiques et rappellent de bien des façons la situation du 11 septembre 1973, quand les soldats envahirent le bureau de Salvador Allende au Palacio de la Moneda à Santiago du Chili. Les spécialistes sont nombreux à penser que c'est le chef des armées lui-même, le général Romeo Vasquez Velasquez qui finalement refusa d'appliquer la décision des Golpistas³ de tuer Zelaya. Carolina Etcheverria, parlementaire du Departamento Cabo gracias a Dios dans le Sud, qui faisait partie du cercle intime dans l'entourage politique de Roberto Micheletti jusqu'au jour du coup d'État, pense que c'est ce qui explique que, dans une opération si soigneusement préparée, la transition gouvernementale s'effectua de façon aussi calme.

« Tout dans la lettre par laquelle Zelaya *était* censé démissionner était faux : la date était fausse, la signature était fausse, les autorités n'étaient même pas habilitées par la constitution à entamer une procédure de destitution, encore moins à délivrer un mandat d'arrêt du "Chef de l'État" » dit-elle. Quand on lui demanda pourquoi elle n'avait pas dit cela au Parlement, lors de la session qui destituait Zelaya, elle dit « j'étais sûre que personne n'aurait été autorisé à parler en faveur du Président, alors, simplement nous ne nous sommes pas manifestés parce que nous ne voulions pas légitimer cet acte criminel par notre présence ».

En outre une mission latino-européenne des Droits de l'Homme dans laquelle se trouvaient 17 observateurs, arrivée au Honduras 3 semaines plus tard pour investiguer sur les multiples violations liées au coup d'État, parvint à des conclusions similaires :

« La mission établit que les institutions n'ont pas rempli la fonction qui était la leur, à commencer par l'absence de contrôle mutuel des pouvoirs de l'État, la politisation excessive du système judiciaire, le manque total de protection de l'autorité exécutive suprême contre laquelle ils portèrent des charges douteuses comme "trahison contre l'État", faits qui nécessiteraient des changements profonds de la structure de l'État pour garantir les intérêts communs, le bien-être de tous, le plein respect des droits de l'Homme et la paix sociale. »

Les causes profondes du coup d'État

C'est justement le changement de cette structure du pouvoir dans le pays, la règle antidémocratique de deux partis hégémoniques appartenant – comme Manuel Zelaya lui-même – aux élites traditionnelles des propriétaires terriens, des grandes entreprises commerciales et, plus récemment, aux représentants des compagnies internationales concentrées entre les mains de quelques familles, qui étaient en jeu quand Manuel Zelaya projeta de faire un premier pas (ce qu'on appela la « consulta ») pour entamer un processus de réformes constitutionnelles. Or c'est cette « consulta » prévue pour le 28 juin qui devait déterminer si le peuple du Honduras s'exprimerait lors des élections présidentielles à venir, dans un quatrième vote (en plus du Président, du Parlement et des autorités locales) sur la création d'une assemblée constituante.

Ce fut là la cause profonde du coup d'État et non pas, comme l'opposition l'a affirmé à l'époque, le fait que Manuel Zelaya voulait se faire réélire ce qui, de toute façon, était trop tard parce que les candidats des deux partis avaient déjà été choisis en novembre 2008. Mais à la différence de la Bolivie, de l'Équateur et du Venezuela, les forces armées du Honduras (qui sont aussi maintenant une force économique importante dans le pays) ont pris unilatéralement parti pour l'*establishment* politique, qui fut tout à coup terrifié à l'idée de perdre ses privilèges.

« Ce n'est pas seulement un conflit politique ou un problème de “droits de l'Homme” dans le sens traditionnel du mot » dit le sociologue et théologien de renom François Houtart, du Conseil international du Forum social mondial qui faisait partie de la mission, « c'est en tout premier lieu une lutte de classes ». Et Rafael Alegria, fondateur et secrétaire général permanent de Via Campesina, le plus important mouvement social mondial, explique aussi :

« Zelaya est issu du secteur conservateur des grands propriétaires terriens mais il s'est engagé ces dernières années auprès des gens ordinaires et dans des projets comme l'ALBA⁴. Il a augmenté les salaires minima, annulé les dettes des paysans et il s'est opposé aux privatisations, surtout celles des services. Cela a tellement contrarié la bourgeoisie et l'oligarchie qu'elles ont cherché les moyens de le renverser. »

En fait l'écrasante majorité des « chemises blanches » (les partisans de Roberto Micheletti) sont des salariés et des travailleurs du secteur privé, alors que les enseignants, les étudiants d'université, les petits cultivateurs agriculteurs et sans-emploi sont parmi les milliers de gens qui ont manifesté pour le retour de Zelaya et font maintenant partie du Movimiento de Resistencias contra el Golpe (Mouvement des résistances contre le coup d'État).

La méthodologie de la répression

Résister à un coup d'État n'est pas tâche aisée surtout si les gens n'y sont pas préparés. D'abord les « Golpistas » ont essayé de bloquer toute forme de communication non officielle en fermant des chaînes de TV comme *Chanel 36*, des radios comme *Radio Progreso* (dirigée par un jésuite) et *Radio Globo*. Cette dernière a été assaillie plusieurs fois par les forces de police mais elle a réussi malgré tout à survivre grâce aux mobilisations spontanées pour sa défense. Et elle est jusqu'à présent la meilleure source d'information dans et sur les résistances au Honduras. (<http://www.radioglobohonduras.com>).

Ajoutons que des journaux comme *El Libertador*, hebdomadaire radical, ont subi une sévère répression, d'abord par intervention militaire directe puis par menaces de mort contre tout journaliste qui serait critique vis-à-vis du coup d'État. « Parfois nous reconnaissons même la voix du ministre de la Justice dans ces menaces » dit Eduardo Maldonado, journaliste de *Radio Globo* « et nous nous sentons terriblement seuls, tel un David contre beaucoup, beaucoup de Goliath ».

Mais ce n'est pas seulement le harcèlement des médias qui rend la situation si difficile. Toute forme d'apparition publique est systématiquement réprimée. David Murillo, père du jeune manifestant tué par balle à l'aéroport de Toncontin le 5 juillet tandis que Zelaya tentait de revenir en avion, a été arrêté essentiellement parce qu'il contredisait la version de l'armée selon laquelle la mort de son fils était le résultat d'un usage fortuit de balles en caoutchouc. Au lieu d'enquêter sur le crime, la police a arrêté David Murillo, fondateur du Movimiento Ambientalista de Olancho (MAO) et l'a mis en prison à Juticalpa, département de Olancho, soi-disant parce qu'il ne s'était pas présenté devant les juges après une dispute avec son voisin en 2004.

Il semble y avoir une double stratégie de la part des instigateurs du coup d'état ; d'une part le gouvernement *de facto* de Roberto Micheletti essaie désespérément de se montrer sous un jour civil et civilisé en justifiant et couvrant toute action répressive par des arguments légalistes ; d'autre part il encourage l'armée, la police et les brigades paramilitaires à se sentir libres de faire tout ce qu'elles veulent jusqu'aux menaces de mort, aux vols et aux meurtres. C'est cette contradiction entre l'argumentation « légale » des institutions gouvernementales et la logique du pouvoir sous sa forme la plus brutale (par exemple quand « les forces de la loi et de l'ordre » frappent violemment ou assassinent des gens pendant une manifestation) qui caractérise ce coup d'État et le rend différent des cinq précédents au Honduras depuis 1966 et de toutes les autres prises de pouvoir au cours du 20^e siècle.

Qu'il en soit ainsi en cette période de l'histoire n'est pas facile à expliquer. Peut-être le gouvernement *de facto* considère-t-il qu'en faisant autrement il prendrait le risque d'une guerre interventionniste du Nicaragua, du Venezuela

ou même des États-Unis, ou au moins de la création d'un mouvement de guérilla qui n'existe pas pour l'instant au Honduras ? Ou peut-être certains conseillers de l'étranger pensent-ils qu'une guerre sale « de faible intensité » convient mieux qu'une guerre ouverte compte tenu du fait que le monde entier a condamné le coup d'État ?

Le retour des chiens

Il s'ajoute encore une autre dimension internationale à cette question. Elle est apparue clairement dans le cas Pedro Magdiel Muñoz, jeune militant de Tegucigalpa qui fut arrêté sur le chemin d'El Paraiso, tout près de la frontière Hondurienne avec le Nicaragua, le 24 juillet. Pedro Magdiel était l'un de ceux, très nombreux, qui voulaient aller à la rencontre du Président Zelaya pour l'accompagner sur le chemin de Tegucigalpa. Il fut retrouvé le lendemain matin poignardé à mort et avec des marques de torture, à seulement quelques mètres de la foule. Selon Rene Andres Pavon, président du Comité pour les droits de l'Homme au Honduras (CODEH), des commandos israéliens « ont pour mission de préparer les forces armées et la police à réprimer les manifestations de façon énergique et violente, en essayant de perpétrer des crimes ciblés dans le but de faire monter la peur, de monter des scénarios de terreur et de démobiliser ainsi la résistance ».

Mais comme toujours les Israéliens n'agissent pas seuls. Il y a une connexion colombienne. En ce moment, des mercenaires de l'AUC paramilitaire sont recrutés pour « préparer » les élections de novembre, un fait qui a suscité la jalousie même chez les policiers de base qui attendent toujours leur salaire. Récemment le directeur général de la police nationale, Salomon de Jesus Escoto Salinas, négociait l'entraînement d'unités spéciales de sécurité en Colombie. Escoto n'a pas seulement été membre du fameux Battalion 3-16 créé par Billy Joya – qui fut lui-même responsable de la torture, de la disparition, de l'assassinat de centaines de militants de gauche dans les années 1980 et qui aujourd'hui se retrouve conseiller principal pour la sécurité du président Roberto Micheletti. Avec Rene Maradiaga, chef des « Services Secrets Spéciaux », le chef de la Police Escoto est aussi responsable du massacre de centaines de jeunes gens à la Ceiba et à San Pedro Sula pendant la « campagne de tolérance Zéro » du président Roberto Maduro en 2003 et 2004.

En d'autres termes : il y a un réseau international d'anciens criminels qui sont en partie connus et agissent en toute légalité dans le régime Micheletti. Ils sont probablement soutenus par des personnalités comme Otto Reich, sous-secrétaire d'État aux Affaires latino-américaines, et John Negroponte, ancien président du Conseil national de Sécurité des États-Unis qui avait dirigé la « sale guerre » contre la gauche d'Amérique centrale dans les années 1980. Negroponte s'est rendu au Honduras trois fois dans les mois précédant

le coup d'État. D'autre part, de temps en temps, CNN interviewe les ex-secrétaires d'État de l'administration Bush pour « contrebalancer » la position ferme et officielle de Barack Obama qui non seulement a condamné le coup d'État mais qui a aussi coupé toute aide bilatérale et militaire (à l'exception de l'aide humanitaire).

Zelaya, « la résistance pacifique »

Tout ceci conduit Manuel Zelaya à la conclusion politique suivante : « en dépit de la condamnation publique du coup d'État par le président Barack Obama, les groupes conservateurs aux États-Unis qui soutiennent le coup d'État ont encore une influence prépondérante dans le pouvoir de cette nation ».

Interrogé par *Transform !* sur sa stratégie pour affronter ce puissant ennemi, Manuel Zelaya a dit cependant : « Il y a deux manières d'affronter ce genre de situation : une courte qui implique l'affrontement violent, avec beaucoup de victimes, et une plus longue avec moins de sacrifices. C'est celle-ci que j'ai choisie parce que je n'ai pas seulement étudié les méthodes de résistance pacifique de Martin Luther King et de Mahatma Gandhi, je les mets aussi en application ».

« Est-ce aussi pour cela que vous parlez avec les chefs militaires locaux ? », lui avons-nous demandé alors qu'il passait quelques appels téléphoniques à la frontière Nicaraguayenne de Las Manos. « Regardez donc autour de vous et vous verrez qui est au pouvoir au Honduras en ce moment même. Qui voyez-vous ? Des civils ou des militaires ? » répondit-il et il ajouta : « voilà pourquoi il faut que je leur parle ».

La situation à la frontière était vraiment étrange : tandis que des milliers de gens se frayaient un passage à grand-peine avec des bâtons et construisaient des barricades improvisées, certains essayaient de traverser les champs la nuit pour arriver de l'autre côté de la frontière. La scène rappelait beaucoup la situation de la révolution sandiniste en 1979 sauf que cette fois les gens n'étaient pas armés et étaient plutôt désorganisés. Ils n'avaient même pas de guide qui connaissait le territoire à mesure qu'ils avançaient. Des témoins ont déclaré avoir vu des cadavres dans les champs et quand la Croix rouge est venue les chercher ils avaient déjà disparu.

En dépit de l'énorme inégalité dans le rapport entre les deux forces, la résistance civile sur les barricades et la présence militaire aux points de contrôle, plusieurs centaines de gens ont réussi à passer la frontière pour acclamer Zelaya du côté Nicaraguayen. La plupart croyaient et croient encore que le retour du président légitime du Honduras n'était qu'une question de jours ou de semaines et que d'une façon ou d'une autre la communauté internationale parviendra à une solution du conflit qui devient de plus en plus insupportable pour la majorité de la population hondurienne à mesure que le temps passe.

Le Plan Arias : un piège pour la communauté internationale ?

Mais jusqu'à présent la communauté internationale, notamment l'Organisation des États américains (OAS), l'« ONU », le « Groupe Rio » et même l'« UNASUR », n'ont pas répondu aux attentes qu'ils ont suscitées dans un premier temps et n'y répondront probablement pas. De plus en plus la question clé est celle-ci : est-ce qu'ils condamnent et boycottent les élections générales en novembre 2009, considérées par le régime Micheletti comme la manière de sortir de la crise politique ? Il est frappant pour un observateur latino-américain que le gouvernement de Barack Obama ait été l'un des premiers à refuser d'accepter les élections dans les conditions actuelles.

Une fois encore les États-Unis ont pris, dans ce cas, une position plus cohérente que l'Union européenne qui s'est contentée de condamner le coup d'État, de retirer ses ambassadeurs, de geler les orientations budgétaires envers le gouvernement hondurien « de facto » et de suspendre toute nouvelle négociation du traité de libre-échange avec l'Amérique centrale. D'autre part ni les États-Unis, ni l'Union Européenne ne pouvaient ni ne voulaient empêcher le Fonds monétaire international d'accorder quelque 150 millions de dollars au Honduras dans le cadre du programme du G 20 envers les pays les plus pauvres du monde.

Dans une large mesure les hésitations des grands acteurs de la politique mondiale sont dues à l'importance qu'ils accordent au plan de paix élaboré par le président et lauréat du prix Nobel costaricain, Oscar Arias. Ce plan en 12 points revendique le retour du président Zelaya en échange de son renoncement à prendre toute nouvelle mesure pour une réforme constitutionnelle. En d'autres termes, le plan Arias qui a été rejeté par le régime Micheletti veut que Zelaya retourne au Honduras comme un archange privé d'ailes.

En ce sens le plan Arias s'avère être un piège non seulement pour le président Zelaya mais aussi pour la communauté internationale qui a condamné le coup d'État. Aux dernières nouvelles, Oscar Arias lui-même songe à reconnaître le processus électoral au Honduras, ce qui provoquerait à coup sûr un changement dans la position de l'Union européenne qui a déclaré, lors de la dernière réunion du Conseil, le 14 septembre : « le Conseil confirme son soutien total à l'organisation des États américains (OAS) et aux efforts de médiation du président du Costa Rica Oscar Arias et appelle les acteurs impliqués, particulièrement dans le gouvernement *de facto* à travailler sur la base de l'Accord de San José afin de trouver une solution négociée pacifique et rapide à la situation actuelle et de restaurer l'ordre constitutionnel au Honduras, particulièrement en vue des élections en novembre... »

Cela signifie que l'UE peut encore « se cacher » derrière Arias qui est devenu le pivot dans le conflit hondurien et peut-être lui tordre le bras qui dans le passé s'est montré aussi flexible que du caoutchouc sans avoir à affronter la

question de fond. Peut-il y avoir des élections honnêtes au Honduras dans les circonstances présentes ?

Le besoin de solidarité internationale

Les mouvements sociaux au Honduras, qui entre-temps se sont unis sous l'égide du « Frente Nacional contra el Golpe » (Front national contre le coup d'État) ont dit clairement « non » au processus électoral. À l'origine, ils étaient prêts à soutenir la candidature de Carlos H. Reyes, syndicaliste et militant du Forum social mondial qui avait été grièvement blessé par la police durant une manifestation pacifique. De plus ils ont clairement affirmé l'urgente nécessité de faire une « consulta » pour préparer une assemblée constituante, que l'UE, les États-Unis ou même Zelaya soient d'accord ou non.

En ce sens, l'objectif politique de ces mouvements va bien au-delà de ce qu'on appelle « le rétablissement de l'ordre constitutionnel » et le retour du président Zelaya. Il vise un changement social qui ne peut s'établir que par un changement de structure politique dans le pays, c'est-à-dire en créant, pour la première fois dans l'histoire, une démocratie participative au Honduras.

Voilà aussi pourquoi le Mouvement des résistances Honduriennes a un besoin urgent d'une forme de soutien différente de celle que la « communauté internationale » est prête à lui donner. Plus la lutte du peuple hondurien et des peuples dure, plus elle s'approfondit, plus ces mouvements ont besoin de soutien politique et économique des différents réseaux civils de la société partout dans le monde.

C'est à cause de sa situation géographique et de sa relative faiblesse que le Honduras a été choisi comme la cible des néoconservateurs et de l'extrême droite sur le plan national et international. Parce qu'ils sont conscients qu'avec la disparition politique de George W. Bush du gouvernement américain, ils ont perdu un de leurs plus puissants atouts. Avec le coup d'État du 28 juin, le Honduras s'est engouffré dans cette brèche et il est devenu le champ de bataille où les forces les plus réactionnaires du continent exercent leur stratégie sanglante au niveau mondial. À nous d'être vigilants : « qui sera le suivant ? »

* Article écrit en septembre 2009.

1. Le général Francisco Morazan (1792-1842) essaya en tant que Président du Honduras, du Salvador et du Costa Rica d'unifier et de transformer l'Amérique centrale pour en faire une nation progressiste au moyen de réformes libérales. Mais l'audace de ces changements à l'époque conduisit à une révolution au Guatemala en 1837 qui aboutit à la chute de la République fédérale d'Amérique centrale.
2. Ryszard Kapuscinski était un journaliste polonais de gauche nommé en 1964 par l'Agence de presse polonaise comme seul correspondant à l'étranger.
3. Instigateurs du coup d'État.
4. ALBA : Alianza bolivariana para los pueblos de nuestra America à l'initiative d'Hugo Chávez d'intégrer l'Amérique latine dans un marché commun sur la base d'une convergence des cultures politiques